

Publications économiques et financières



Conjoncture économique

N° 585/Octobre 2019

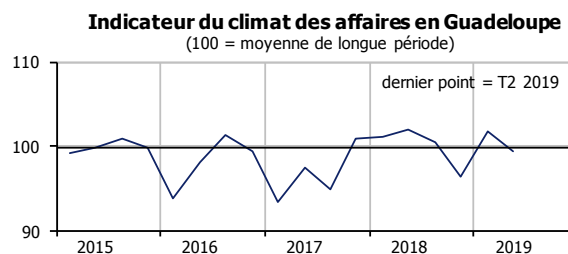
TENDANCES CONJONCTURELLES

2^e TRIMESTRE 2019

La conjoncture économique en Guadeloupe

Affaiblissement du climat des affaires

Au deuxième trimestre 2019, l'indicateur du climat des affaires est en retrait de 2,6 points par rapport au premier trimestre. Il s'établit à 99,3 points, soit un niveau légèrement en dessous de sa moyenne de longue période. Selon les professionnels interrogés par l'IEDOM, le niveau d'activité est resté stable sur les trois derniers mois. Toutefois, ils prévoient un léger ralentissement de leur activité au troisième trimestre 2019.



Source : Enquête de conjoncture IEDOM.

La consommation des ménages progresse au deuxième trimestre 2019. L'indice des prix à la consommation croît de 0,3 % tiré par la hausse des prix de l'énergie (+8,0 %). En parallèle, l'investissement reste bien orienté. Le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A (DEFM A) recule à fin juin (-1,4 % sur trois mois, CVS).

Les importations progressent de +2,4 % (CVS), portées par la hausse de l'approvisionnement en biens d'investissement et de consommation non durables (respectivement +8,0 % et +4,2 %, CVS). La progression des exportations sur le trimestre (+9,5 %, CVS) est fortement liée aux mouvements de produits pétroliers opérés par la SARA. Hors énergie, les exportations chutent de 6,2 % (CVS).

L'activité à l'échelle sectorielle est hétérogène. Dans le secteur primaire, la production bananière demeure en deçà des niveaux précédant les ouragans de 2017. Le commerce et le tourisme enregistrent un ralentissement de leur activité sur le trimestre contrairement à l'IAA, les autres industries et les autres services marchands. Dans le BTP, l'activité progresse globalement malgré une forte divergence d'opinions entre les dirigeants.

UNE MODESTE ACCÉLÉRATION DE LA CROISSANCE DANS LA CARAÏBE

Selon la CEPALC, la croissance de l'activité des économies de la zone caraïbe¹ devrait s'établir à +2,1 % en moyenne en 2019, après +1,9 % en 2018. L'activité y bénéficierait notamment de la hausse de la dépense publique estimée à 29,2 % du PIB de la zone, contre 28,2 % en 2018. Le solde primaire devrait néanmoins demeurer excédentaire, à +1,3 % du PIB (après +1,6 % en 2018). Par ailleurs, l'inflation dans la zone caraïbe devrait atteindre +2,0 % en 2019, en baisse de 170 ppb par rapport à 2018.

Les principales économies de la Caraïbe contribueraient positivement à la croissance de la zone. En **République dominicaine**, le taux de croissance du PIB attendu en 2019 est de +5,5 %. En **Jamaïque** et à **Trinidad et Tobago**, le taux de croissance du PIB pour 2019 est estimé respectivement à +1,9 % et +1,6 %.

À **Haiti**, la croissance économique a été revue à la baisse à +0,9 %, en lien avec le ralentissement de la demande externe adressée par ses partenaires commerciaux d'Amérique latine et centrale. L'inflation a toutefois accéléré sur les premiers mois de l'année 2019 jusqu'à atteindre +19,1 % en glissement annuel en mai 2019 contre +12,7 % un an plus tôt.

Enfin, le taux de croissance du PIB de **La Dominique** devrait atteindre +9,9 %, soit le taux le plus élevé des économies de la région. La croissance de l'activité à la Dominique continuerait ainsi de bénéficier du programme de reconstruction Post-Maria.

¹ Antigua-et-Barbuda, Aruba, Les Bahamas, Dominique, République dominicaine, Grenade, Haïti, Jamaïque, Saint-Christophe-et-Niévès, Sainte-Lucie, Saint-Vincent et les Grenadines, Trinidad-et-Tobago.

Sources : CEPALC (Economy Survey of Latin America and the Caribbean, juillet 2019), Service économique régional pour le Mexique, l'Amérique Centrale et les Caraïbes.

L'inflation se poursuit

Au deuxième trimestre 2019, l'indice des prix à la consommation (IPC) des ménages progresse de 0,3 % sur trois mois.

Dans le détail, cette augmentation s'explique par des prix de l'énergie plus élevés (+8,0 %). Pour rappel, la fin d'année 2018 a été marquée par une baisse des prix de l'énergie due à l'augmentation de la production. Les prix des produits manufacturés et de l'alimentation restent quant à eux stables au deuxième trimestre 2019.

Sur un an, l'IPC progresse de 1,2 % (+1,1 % en France hors DOM). Cette hausse s'observe sur l'ensemble des prix à l'exception des produits manufacturés.

La demande d'emploi diminue

Fin juin 2019, 53 760 demandeurs d'emploi de catégorie A (DEFM A, CVS) sont recensés par Pôle emploi, soit une baisse de 1,4 % (CVS) sur le trimestre. Parallèlement, le nombre d'offres d'emploi collectées augmente de 3,0 % en moyenne trimestrielle (CVS).

En glissement annuel, les offres d'emploi enregistrées progressent de 1,5 % (en moyenne trimestrielle, CVS). À l'inverse, le nombre de DEFM A baisse de 3,4 % (CVS).

La consommation des ménages progresse

Au deuxième trimestre 2019, les importations de biens de consommation non durables augmentent de 4,2 % (contre -4,7 % au premier trimestre 2019, CVS). Les importations de produits des industries agroalimentaires suivent le même rythme (+4,6 % après le recul de 4,5 % du trimestre précédent, CVS) tandis que les importations de biens de consommation durables diminuent (-5,2 %, CVS).

En glissement annuel, les importations de biens de consommation non durables progressent de 1,2 % contrairement aux importations de biens de consommation durables (-13,2 %).

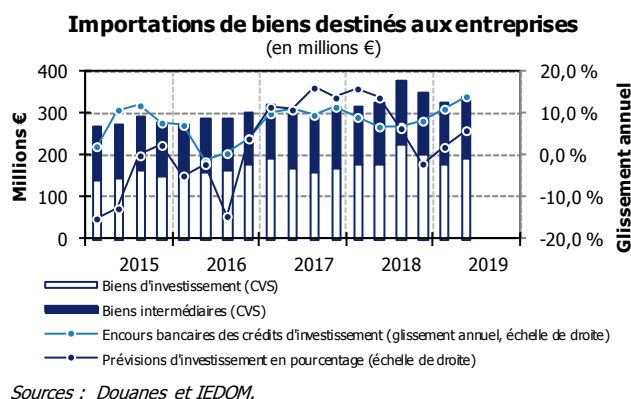
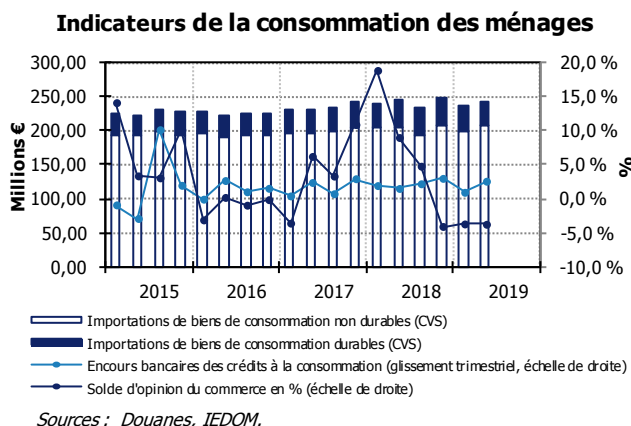
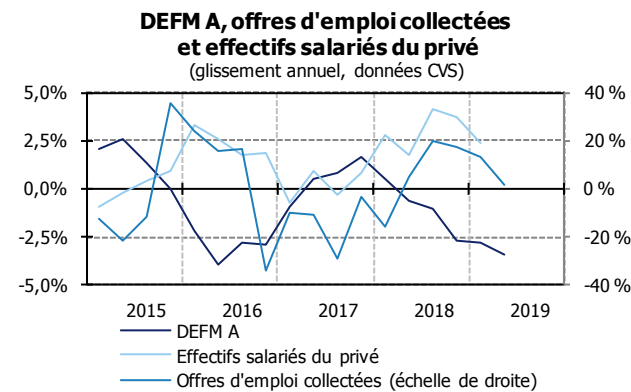
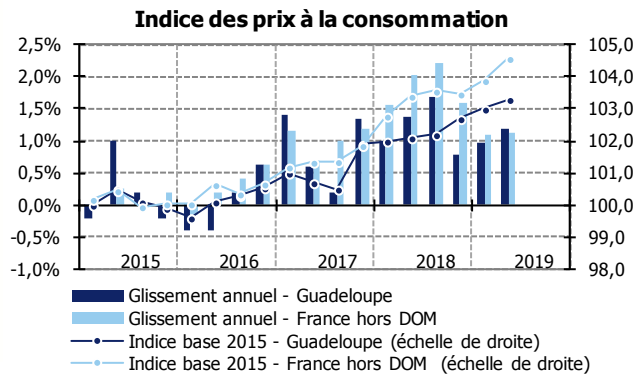
L'encours des crédits à la consommation progresse (+2,6 %, après +0,9 % au premier trimestre). Néanmoins, les professionnels du secteur du commerce interrogés par l'IEDOM font état d'une dégradation de leur activité pour le troisième trimestre consécutif.

L'investissement reste bien orienté

Au deuxième trimestre 2019, les importations de biens d'investissement progressent de 8,0 % (CVS) tandis que les importations de biens intermédiaires diminuent légèrement (-0,4 %, CVS).

Globalement, les importations de biens d'investissement et de biens intermédiaires demeurent élevées. Selon l'enquête de conjoncture de l'IEDOM, l'investissement privé devrait enregistrer une légère progression sur les douze prochains mois.

En parallèle, les crédits d'investissement de l'ensemble des agents économiques augmentent au deuxième trimestre (+0,9 % après +3,2 %) de même que les crédits immobiliers (+0,8 % après +0,5 %).



En glissement annuel, les importations de biens intermédiaires s'orientent à la hausse (+0,3 %, CVS) ainsi que les importations de biens d'investissement (+9,2 %, CVS). Sur un an, l'encours des crédits d'investissement progresse de 10,3 %. Les crédits immobiliers, quant à eux, augmentent de 4,0 %.

Augmentation des échanges commerciaux

Au deuxième trimestre 2019, les importations augmentent de 2,4 % (CVS). Les importations de biens d'investissement progressent notamment de 8,0 %, contrairement aux importations de biens de consommation durables (-5,2 %, CVS).

Sur la même période, les exportations sont en hausse de 9,5 % (CVS). Toutefois, cette augmentation est due aux mouvements de produits pétroliers opérés par la SARA. Hors énergie, les exportations baissent de 6,2 % (CVS). Quant aux produits agricoles, sylvicoles et de la pêche, leurs exportations reculent sur trois mois (-6,7 %, CVS).

Sur un an, les importations augmentent de 3,4 % (CVS). Les importations d'énergie et de biens d'investissement progressent respectivement de 7,8 % et de 9,2 % (CVS). En parallèle, les exportations augmentent en glissement annuel (+4,8 %, CVS) du fait de la hausse des exportations des biens d'investissement et de l'énergie (respectivement +24,0 % et +26,7 %, CVS).

Une activité sectorielle en demi-teinte

Les chefs d'entreprise interrogés par l'IEDOM font part d'une activité hétérogène selon les secteurs. Le commerce et le tourisme enregistrent un ralentissement de leur activité sur le trimestre contrairement à l'IAA, les autres industries et les autres services marchands. Dans le BTP, l'activité progresse globalement malgré une forte divergence d'opinions entre les dirigeants.

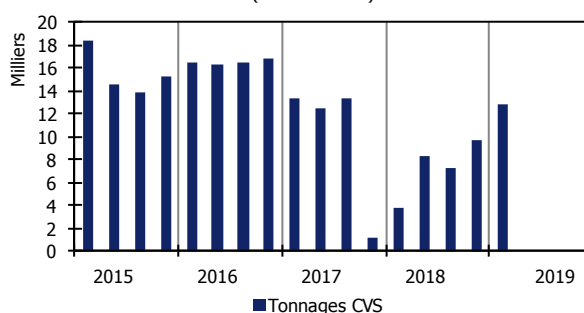
Le financement de l'économie est soutenu par un encours des crédits à court terme en progression (+1,7 % après +1,8 % au premier trimestre), en particulier dans les secteurs primaire, de l'IAA et du tourisme (respectivement +128,4 %, +11,7 % et +6,2 %). Les encours reculent dans le BTP et les autres industries (respectivement -10,5 % et -5,0 %) tandis qu'ils restent stables dans le commerce. Plus précisément, l'encours augmente en faveur des entreprises de commerce automobile (+0,3 %) et de commerce de gros (+0,7 %), tandis qu'il baisse pour celles de commerce de détail (-1,2 %). À moyen et long terme, l'encours des crédits augmente de 1,4 %, notamment dans les secteurs des industries (hors IAA) (+9,3 %), du commerce automobile (+9,2 %) et du tourisme (+8,5 %). Il progresse également dans le BTP et l'IAA (respectivement +1,7 % et +1,2 %). Au contraire, l'encours des crédits à moyen et long terme diminue dans le secteur primaire et celui du commerce de gros (respectivement -2,1 % et -2,7 %).

Dans le secteur **primaire**, les exportations de bananes reculent de 30,1 % au deuxième trimestre (contre +26,5 % au premier trimestre, CVS). Dans l'élevage, le volume de porcins abattus baisse (-12,4 % sur trois mois, CVS), tandis que les abattages de bovins augmentent (+2,1 %, CVS).

Dans un contexte de progression de la consommation des ménages, les professionnels du secteur des **IAA** considèrent que leur activité est bien orientée au deuxième trimestre. Toutefois, les exportations du secteur reculent de 12,6 % (CVS) alors que les importations progressent de 4,6 % (CVS). Les chefs d'entreprise interrogés anticipent un troisième trimestre bien orienté.

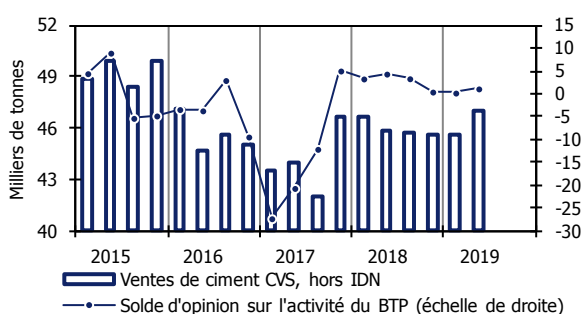
L'activité est en légère hausse dans le secteur des **autres industries**. Le secteur suit l'évolution de l'activité dans le BTP. Au troisième trimestre, l'activité du secteur devrait être bien orientée.

Expéditions de bananes
(données CVS)



Sources : CIRAD, CVS IEDOM.

Ventes de ciment et activité du BTP



Sources : IEDOM, Lafarge Ciments Antilles.

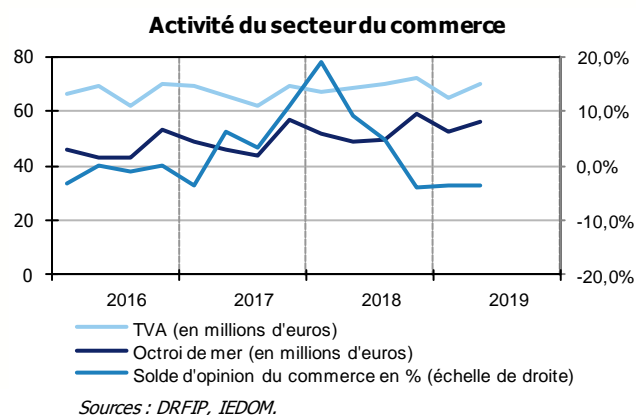
Dans le secteur du **BTP**, l'activité progresse. Les ventes de ciment sont en hausse au deuxième trimestre (+3,0 %, CVS). Toutefois, les effectifs salariés se réduisent légèrement sur trois mois (-0,8 %) et le nombre de permis de construire des logements recule (-24,6 %). Cette baisse est liée à la réglementation en vigueur : certaines communes n'ont pas encore adopté de plan local d'urbanisme, et par conséquent autorisent les constructions selon le règlement national d'urbanisme. Dans ce cadre, les permis de construire sont plus difficilement délivrés en raison de critères plus contraignants.

Par ailleurs, selon les entreprises interrogées par l'IEDOM l'activité du secteur repose en grande partie sur les chantiers d'envergure tels que le CHU et l'agrandissement de l'aéroport. Cependant, le volume d'activité garanti par ces chantiers ne bénéficie qu'à une partie des entreprises, les autres faisant part d'une activité faible.

Malgré le rebond de la consommation au deuxième trimestre, les professionnels du secteur du **commerce** font preuve d'un certain pessimisme avec des soldes d'opinion sur l'activité au deuxième trimestre et sur l'activité prévue au troisième trimestre en deçà de leurs moyennes de longue période. Toutefois, le nombre d'immatriculations de véhicules neufs est en hausse (+3,4 %, CVS). L'octroi de mer et la taxe sur la valeur ajoutée collectés progressent sur trois mois (respectivement +6,5 % et +8,0 %).

Dans le secteur du **tourisme**, l'activité se dégrade dans l'hôtellerie traditionnelle au deuxième trimestre de 2019, avec une baisse de 3,6 % (CVS) du nombre de nuitées. Par ailleurs, le nombre de passagers (hors transit) à l'aéroport diminue (-0,8 %, CVS). Les chefs d'entreprise du secteur anticipent également une baisse de l'activité au troisième trimestre 2019. Toutefois, sur les six premiers mois de l'année, le trafic est bien orienté (+4,4 % par rapport au premier semestre 2018). Cette croissance du nombre de touristes profite surtout aux nouveaux acteurs du secteur qui opèrent sur les plateformes communautaires de location et de réservation de logements.

L'activité des **autres services marchands** est stable au deuxième trimestre. Cependant, les chefs d'entreprise du secteur s'attendent à une dégradation de leur activité au troisième trimestre.



UNE CROISSANCE ECONOMIQUE MONDIALE AU RALENTI

Suite à la montée des tensions commerciales entre la Chine et les États-Unis au cours du premier semestre 2019, les dernières perspectives mondiales du FMI ont une nouvelle fois été révisées à la baisse en juillet. La croissance mondiale devrait s'élever à 3,2 % en 2019 et à 3,5 % en 2020 (-0,1 point de pourcentage par rapport aux projections d'avril pour les deux années). La persistance des incertitudes liées au Brexit a également pénalisé l'activité alors que la montée des tensions géopolitiques (entre les États-Unis et l'Iran notamment) a favorisé la hausse des prix de l'énergie.

Aux États-Unis, la croissance du PIB a ralenti au deuxième trimestre 2019 pour s'établir à 0,5 % en variation trimestrielle, après une hausse de 0,8 % au trimestre précédent. Cette tendance s'explique principalement par un fléchissement de l'investissement privé et des exportations. Le FMI anticipe toutefois une croissance de 2,6 % sur l'année, soit une révision à la hausse de 0,3 point de pourcentage liée à un premier trimestre meilleur que prévu.

Dans la zone euro, la croissance du PIB a ralenti à 0,2 % au deuxième trimestre 2019 après une hausse de 0,4 % sur les trois premiers mois de l'année. À fin juin, l'inflation demeure modérée (+1,3 %) tandis que le taux de chômage s'élève à 7,5 %, son plus bas niveau depuis juillet 2008. Selon les estimations du FMI, la croissance du PIB de la zone devrait ralentir à 1,3 % en 2019, contre 1,9 % en 2018, avant de rebondir à 1,6 % en 2020.

En France, le PIB a enregistré une croissance de 0,3 % au deuxième trimestre 2019, conservant ainsi le même rythme qu'en début d'année. L'investissement accélère sur le trimestre (+0,9 % après +0,5 %) tandis que la consommation des ménages fléchit légèrement (+0,2 % après +0,3 %). Pour l'ensemble de l'année, la Banque de France anticipe un essor du PIB de 1,3 %, inférieur au rythme enregistré en 2018 (+1,7 %).

Au Japon, le PIB a progressé de 0,4 % entre avril et juin 2019 après une hausse de 0,7 %. Si la consommation privée et l'investissement privé demeurent robustes, les exportations sont en recul. La croissance devrait s'établir à 0,9 % en 2019 (+0,8 % en 2018), principalement soutenue par les mesures budgétaires supplémentaires mises en œuvre.

Enfin, la croissance devrait ralentir à 4,1 % dans les pays émergents et en développement en 2019 (+4,5 % en 2018). Cette prévision a été revue à la baisse de 0,3 point de pourcentage par rapport à celle d'avril, en lien notamment avec le ralentissement économique enregistré au Brésil (suite à l'incertitude concernant l'approbation de plusieurs réformes structurelles) et au Mexique (où l'investissement demeure faible et la consommation privée a ralenti). En Chine, la croissance devrait atteindre 6,2 % en 2019, soutenue par plusieurs mesures de relance.

Sources : FMI, BEA, Eurostat, Insee, Banque de France, Gouvernement du Japon – données arrêtées à la date du 30 août 2019.